

ARRETE

**Portant permission de voirie
Chemin des Longues Raies**

Le Maire de la Commune de Saint-Nom-la-Bretèche,

Vu la loi 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212.1 et L 2212.2,

Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière et l'ensemble des textes qui les ont modifiés,

Vu l'arrêté municipal n°189/13 du 07 octobre 2013, relatif à la lutte contre le bruit,

CONSIDERANT la demande de permission de voirie présentée le 02/05/2024, par le cabinet STEIGER-TROCELLI 2 route d'Herbeville à MAULE (78580), afin d'effectuer l'aménagement d'un accès voirie à la parcelle AB n° 166 située chemin des Longues Raies à Saint-Nom-la-Bretèche,

ARRETE

Article 1 : A compter de la signature du présent arrêté le cabinet STEIGER-TROCELLI est autorisé à occuper le domaine public au droit du chantier et à exécuter les travaux décrits dans la demande susvisée.

Article 2 : L'entreprise chargée des travaux aura la charge de la signalisation du chantier au droit des travaux chemin des Longues Raies et de l'affichage de l'arrêté de restriction de circulation et de stationnement avant le début des travaux, elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de celle-ci.

Article 3 : Prescriptions techniques.
Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur adressera aux différents organismes concernés par l'emprise des travaux, et dont les coordonnées sont fournies sur la plateforme du guichet unique (<http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr/>) les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT).

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Noisy-le-Roi, Monsieur le lieutenant du Centre de Secours de Villepreux, Madame la Responsable du service de Police Municipale, ou toute personne habilitée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois, à compter de la présente publication.

Fait à Saint-Nom-La-Bretèche, le 14 mai 2024

- Mis en ligne le 16.05.2024
- Document rendu exécutoire le 16.05.2024

Certifié par le Maire



Le Maire,
1^{er} Vice-président de la communauté
de communes Gally Mauldre,
Gilles STUDNIA

